African Scientific Journal
ISSN : 2658-9311
Vol : 03, Num 38 Octobre 2026

Pratiques alimentaires des ménages ayant des enfants malnutris dans la région d'Itasy, Madagascar : étude descriptive auprès de 575 ménages.

Auteur 1 : Olivier Solondrazana Ramanandraibe.
Auteur 2 : Herindrainy Constant Claudel Edwin.

Olivier Solondrazana Ramanandraibe, Ecole Doctorale de Nutrition, Environnement et Santé (EDNES), Université de Mahajanga, Madagascar.
Herindrainy Constant Claudel Edwin, Ecole Doctorale de Nutrition, Environnement et Santé (EDNES), Université de Mahajanga, Madagascar.

.

Déclaration de divulgation : L'auteur n'a pas connaissance de quelconque financement qui pourrait affecter l'objectivité de cette étude.

Conflit d'intérêts : Les auteurs ne signalent aucun conflit d'intérêts.

Pour citer cet article : Olivier Solondrazana Ramanandraibe & Herindrainy Constant Claudel Edwin (2026) « Pratiques alimentaires des ménages ayant des enfants malnutris dans la région d'Itasy, Madagascar : étude descriptive auprès de 575 ménages», African Scientific Journal « Volume 03, Num 38 » pp: 001 – 016.

DOI : 10.5281/zenodo.23986832.
Copyright © 2026 – ASJ

African Scientific Journal
ISSN : 2658-9311
Vol : 03, Num 38 Octobre 2026

Résumé

Introduction : La malnutrition chronique demeure un problème majeur de santé publique à Madagascar. En 2021, la région d'Itasy enregistrait une prévalence de 51,6 % chez les enfants de moins de cinq ans, malgré la disponibilité de nombreuses ressources alimentaires locales. Il s'agit d'une situation qui suggère de trouver d'autres facteurs associés, en l'occurrence les pratiques alimentaires des ménages. D'où le choix de notre étude pour répondre à la question, est-ce-que ces dernières pourraient-elles contribuer au maintien de ce problème nutritionnel ?

Objectif : Décrire les pratiques alimentaires des ménages ayant des enfants malnutris dans la région d'Itasy.

Méthodes : Il s'agit d'une étude observationnelle descriptive réalisée en janvier 2024 auprès des ménages ayant au moins un enfant cliniquement diagnostiqué comme malnutri. Deux districts de la Région de l'Itasy, à savoir Arivonimamo et Miarinarivo, ont été tirés au sort, après une technique d'échantillonnage en grappes à trois degrés, pour recruter les participants. La taille de l'échantillon était de 575. Les données ont été recueillies à l'aide d'un questionnaire portant sur les caractéristiques socio-économiques et les pratiques alimentaires des ménages. Les analyses statistiques ont été effectuées avec le logiciel SPSS version 24.0.

Résultats : Les activités principales des chefs de ménage étaient l'agriculture (68,3 %) et l'élevage (12,9 %). Plus de 98 % des ménages consacraient au moins la moitié de leurs revenus quotidiens à l'alimentation, dont un tiers plus de 75 %. Les féculents étaient consommés quotidiennement, tandis que les aliments riches en protéines animales n'étaient consommés qu'environ une fois par semaine. Malgré une fréquence de trois repas par jour dans 94,4 % des ménages, l'ensemble des familles présentait un déficit calorique par rapport aux besoins nutritionnels recommandés.

Conclusion : Les ménages étudiés présentent des pratiques alimentaires caractérisées par une faible diversité alimentaire et un apport énergétique insuffisant, malgré un effort financier important consacré à l'alimentation. Ces résultats soulignent la nécessité de renforcer les interventions nutritionnelles, l'éducation alimentaire et les stratégies d'amélioration de la sécurité alimentaire dans la région d'Itasy.

Mots-clés : malnutrition infantile ; pratiques alimentaires ; sécurité alimentaire ; ménages ; Itasy ; Madagascar.

African Scientific Journal
ISSN : 2658-9311
Vol : 03, Num 38 Octobre 2026

Abstract

Introduction: Chronic malnutrition remains a major public health issue in Madagascar. In 2021, the Itasy region recorded a prevalence of 51.6% among children under five, despite the availability of numerous local food resources. This situation suggests the need to investigate other associated factors—specifically, household dietary practices. This prompted our study, which seeks to answer the question: could these practices be contributing to the persistence of this nutritional problem?

Objective: To describe the dietary practices of households with malnourished children in the Itasy region.

Methods: This was a descriptive observational study conducted in January 2024, involving households with at least one child clinically diagnosed as malnourished. Two districts in the Itasy region, Arivonimamo and Miarinarivo, were selected via a three-stage cluster sampling technique to recruit participants. The sample size was 575. Data were collected using a questionnaire on socio-economic characteristics and household dietary practices. Statistical analyses were performed using SPSS version 24.0.

Results: The main activities of the heads of household were agriculture (68.3%) and livestock farming (12.9%). More than 98% of households allocated at least half of their daily income to food, with one-third spending more than 75%. Starchy foods were consumed daily, while foods rich in animal protein were consumed only about once a week. Despite a meal frequency of three meals per day in 94.4% of households, all families showed a caloric deficit compared to the recommended nutritional requirements.

Conclusion: The studied households exhibit dietary practices characterized by low dietary diversity and insufficient energy intake, despite a significant financial effort dedicated to food. These findings highlight the need to strengthen nutritional interventions, food education, and strategies to improve food security in the Itasy region.

Keywords: child malnutrition; dietary practices; food security; households; Itasy; Madagascar.

African Scientific Journal
ISSN : 2658-9311
Vol : 03, Num 38 Octobre 2026

1. Introduction

La malnutrition infantile demeure un problème majeur de santé publique, particulièrement dans les pays à revenu faible et intermédiaire. Selon les estimations conjointes de l'Organisation mondiale de la Santé (OMS), de l'UNICEF et de la Banque mondiale, des millions d'enfants de moins de cinq ans souffrent encore d'un retard de croissance, d'émaciation ou d'autres formes de malnutrition, compromettant leur développement physique, cognitif et leur survie.

À Madagascar, la malnutrition chronique constitue l'un des défis sanitaires les plus importants. Malgré une diminution progressive de sa prévalence au cours des dernières décennies, le pays figure encore parmi ceux les plus touchés en Afrique subsaharienne. Le Plan National d'Action Multisectorielle pour la Nutrition (PNAMN 2022–2026) indique que près de quatre enfants sur dix de moins de cinq ans présentent un retard de croissance, un niveau largement supérieur au seuil de gravité fixé par l'OMS.

La région d'Itasy est particulièrement concernée par cette situation. En 2021, la prévalence de la malnutrition chronique chez les enfants de moins de cinq ans y était estimée à 51,6 %, soit plus d'un enfant sur deux. Ce constat est d'autant plus préoccupant que cette région dispose d'importantes ressources agricoles et d'une production diversifiée comprenant des céréales, des tubercules, des légumineuses, des fruits, des légumes ainsi que des produits d'élevage. Cette contradiction laisse supposer que la disponibilité des aliments ne garantit pas nécessairement une alimentation adéquate au sein des ménages.

Les pratiques alimentaires des ménages jouent un rôle déterminant dans l'état nutritionnel des enfants. La diversité alimentaire, la fréquence des repas, la répartition des ressources alimentaires, les habitudes culturelles ainsi que les contraintes économiques influencent directement les apports nutritionnels. Plusieurs études ont montré qu'une alimentation peu diversifiée, dominée par les féculents et pauvre en protéines animales, en fruits et en légumes, augmente le risque de malnutrition chez les jeunes enfants.

À Madagascar, peu d'études se sont spécifiquement intéressées aux pratiques alimentaires des ménages ayant déjà un enfant malnutri. Une meilleure compréhension de ces pratiques est pourtant essentielle pour orienter les programmes de prévention, les interventions communautaires et les politiques de sécurité alimentaire, d’où notre étude.

African Scientific Journal
ISSN : 2658-9311
Vol : 03, Num 38 Octobre 2026

L'étude a pour objectif de décrire les pratiques alimentaires des ménages ayant des enfants malnutris dans la région d'Itasy. C'est une étude épidémiologique observationnelle descriptive réalisée en 2024. La taille de l'échantillon est de 575. Les données sont collectées à l'aide d'un questionnaire relatif à l'aspect socio-économique et nutritionnel des ménages, puis saisies et analysées au moyen du logiciel SPSS 24.0. L'éthique et la déontologie sont rigoureusement respectées durant toute l'étude.

2. Matériels et méthodes

2.1. Type et cadre de l'étude

La présente recherche repose sur une étude observationnelle descriptive à visée transversale, entreprise en janvier 2024 au sein de la région d'Itasy, localisée dans les hautes terres centrales de Madagascar. Les investigations sur le terrain ont été circonscrites aux districts d'Arivonimamo et de Miarinarivo. Ces deux zones d'étude se caractérisent par une vocation agricole prédominante, contrastant paradoxalement avec une prévalence critique de la malnutrition chronique chez les enfants de moins de cinq ans.

2.2. Population d'étude

La population cible était constituée par les ménages résidant dans la zone d'étude et abritant au moins un enfant de moins de cinq ans (0 à 59 mois) chez qui une forme de malnutrition a été cliniquement diagnostiquée au cours des activités de suivi et de surveillance nutritionnelle menées au niveau des sites communautaires.

Les **critères d'inclusion** définis étaient les suivants :

- Ménage ayant au moins un enfant à charge présentant un diagnostic clinique de malnutrition validé par les agents de santé ou les agents communautaires ;
- Résidence continue établie dans la région d'Itasy depuis une période minimale de six mois à la date de l'enquête ;
- Consentement libre et éclairé formellement exprimé par le chef de ménage ou le responsable légal de l'enfant.

A contrario, ont été exclus de l'analyse les ménages ayant initialement accepté l'entretien mais dont les fiches d'enquête comportaient des données manquantes ou inexploitables à l'issue de la phase de contrôle de cohérence.

African Scientific Journal
ISSN : 2658-9311
Vol : 03, Num 38 Octobre 2026

2.3. Échantillonnage

Afin de garantir la représentativité des données, une stratégie d'échantillonnage en grappes à trois degrés a été rigoureusement appliquée :

a) **Premier degré :** Sélection aléatoire de deux districts parmi ceux composants le Région d'Itasy. Les districts d'Arivonimamo et de Miarinarivo ont été tirés.

b) **Second degré :** Sélection aléatoire des unités primaires d'échantillonnage, constituées par les entités administratives de base (*fokontany*). Au total, dix-sept *fokontany* dans le district d'Arivonimamo et onze *fokontany* dans le district de Miarinarivo ont été tirés au sort.

c) **Troisième degré :** Au sein de chaque *fokontany* sélectionné, il a été procédé à un recensement exhaustif de l'ensemble des ménages répondant strictement aux ctroisritères d'inclusion au niveau des sites de nutrition communautaires actifs.

Cette procédure a permis de constituer un échantillon final de 575 ménages.

2.4. Collecte des données

Le recueil des données s'est déroulé par le biais d'entretiens individuels directs (*face-à-face*), menés auprès des responsables des ménages par des enquêteurs préalablement formés. L'outil d'investigation consistait en un questionnaire standardisé et structuré comprenant les sections thématiques suivantes :

- Les caractéristiques socio-démographiques générales de la famille ;
- La nature des activités génératrices de revenus du chef de ménage ;
- L'évaluation de la charge financière dédiée à la subsistance (part des revenus allouée à l'alimentation) ;
- Le rythme et la fréquence quotidienne des repas ;
- La fréquence hebdomadaire de consommation par groupes d'aliments ;
- L'estimation quantitative indirecte des apports énergétiques du foyer.

Afin d'éviter tout biais d'interprétation, le questionnaire, conçu initialement en langue française, a fait l'objet d'une traduction et d'une adaptation transculturelle en langue malagasy, en parfaite conformité avec les directives méthodologiques validées par Beaton et collaborateurs.

2.5. Variables étudiées

Les variables retenues pour caractériser le profil nutritionnel et économique des ménages comprenaient :

African Scientific Journal
ISSN : 2658-9311
Vol : 03, Num 38 Octobre 2026

- La principale activité socio-professionnelle du chef de famille ;
- La proportion relative du revenu quotidien absorbée par les dépenses alimentaires ;
- La fréquence journalière des repas ;
- La régularité de la consommation des grands groupes alimentaires sur une échelle de sept jours ;
- L'ampleur du déficit calorique journalier du foyer par rapport aux apports nutritionnels recommandés.

2.6. Analyse statistique

Les données brutes ont été soumises à une double saisie, puis nettoyées et analysées à l'aide du progiciel IBM SPSS Statistics version 24.0.

Les variables qualitatives sont exprimées sous forme d'effectifs absolus et de pourcentages. Les variables quantitatives font l'objet d'une description par leurs paramètres de tendance centrale et de dispersion (moyennes et écarts-types). L'analyse des associations et des dépendances entre les variables qualitatives a été réalisée au moyen du test du Chi-carré (χ^2) de Pearson. Le seuil de significativité statistique a été fixé de manière conventionnelle à $p < 0,05$.

2.7. Considérations éthiques

Le protocole de recherche a été conduit dans le strict respect de la Déclaration d'Helsinki. Avant le début de chaque entretien, les objectifs, les modalités de l'étude ainsi que l'utilisation future des données ont été explicités de manière transparente aux participants en langue malagasy. Un **consentement libre et éclairé** a été systématiquement recueilli par écrit ou par validation verbale consignée.

La participation revêtait un caractère strictement volontaire, assorti d'un droit de retrait à tout moment sans préjudice. L'anonymisation des données a été assurée dès la phase de codification, garantissant une confidentialité absolue tout au long du processus de traitement scientifique.

3. Résultats

3.1. Caractéristiques socio-économiques des ménages

L'étude a permis d'enquêter de manière exhaustive un échantillon de 575 ménages répondant aux critères d'inclusion.

L'analyse sectorielle des sources de revenus met en évidence une prédominance marquée des activités du secteur primaire. L'agriculture constitue la principale activité génératrice de revenus,

African Scientific Journal
ISSN : 2658-9311
Vol : 03, Num 38 Octobre 2026

concernant 68,34 % des chefs de ménage de l'échantillon (n = 393), suivie de près par l'élevage qui représente 12,87 % (n = 74). Les activités secondaires et tertiaires demeurent marginales et éclatées, réparties entre le travail domestique rémunéré (4,87 %), les activités artisanales (4,52 %), le commerce de détail (4,18 %), l'emploi comme main-d'œuvre journalière non qualifiée (3,83 %) et les métiers du bâtiment, notamment la maçonnerie (1,39 %).

Tableau 1. *Répartition descriptive de l'échantillon selon l'activité principale du chef de ménage (N = 575)*

Activité socio-professionnelle	Effectif (n)	Pourcentage (%)
Agriculteur	393	68,34
Éleveur	74	12,87
Employé(e) de maison / Femme de ménage	28	4,87
Artisan	26	4,52
Commerçant / Commerçante	24	4,18
Main-d'œuvre journalière	22	3,83
Maçon	8	1,39
Total	**575**	**100,00**

L'évaluation de la contrainte financière exercée par les besoins de subsistance montre une vulnérabilité économique aiguë : 98,78 % des ménages audités sont contraints d'allouer au moins la moitié de leurs ressources financières journalières à l'achat exclusif de denrées alimentaires. En l'occurrence, 65,39 % des foyers (n = 376) y consacrent une proportion comprise entre 50 % et 75 % de leurs revenus, tandis que pour 33,39 % d'entre eux (n = 192), les dépenses alimentaires absorbent plus des trois quarts du budget quotidien.

Tableau 2. *Intensité budgétaire des dépenses alimentaires journalières des ménages (N = 575)*

Part du revenu dédiée à l'alimentation	Effectif (n)	Pourcentage (%)
Moins de 50 %	7	1,22
Entre 50 % et 75 %	376	65,39
Plus de 75 %	192	33,39
Total	**575**	**100,00**

3.2. Pratiques alimentaires des ménages

Tableau 3. *Habitudes alimentaires des ménages*

Type d'aliments	Nombre de fois de consommation par semaine
Féculents (riz, racines, tubercules)	7
Viande	0,95
Poisson	0,63
Œuf	0,60
Légumes	1,61
Lait et produits laitiers	0,31

L'analyse descriptive de la consommation hebdomadaire montre une polarisation marquée des habitudes alimentaires des foyers. Les féculents (riz, racines et tubercules) se positionnent comme la base absolue de l'alimentation, enregistrant une fréquence de consommation maximale de 7 jours sur 7 au sein de l'ensemble de l'échantillon.

À l'inverse, l'accès aux protéines essentielles reste marginal : la viande n'est consommée qu'en moyenne 1 fois par semaine, le poisson descend à environ 0,6 fois par semaine et les œufs se limitent à 0,5 fois par semaine. Les légumes affichent une présence modérée avec une moyenne de 1,6 jour de consommation par semaine, tandis que le lait et les produits laitiers demeurent quasi absents du régime des enfants, avec un score critique de 0,3 jour par semaine.

Tableau 4. *Fréquence journalière des repas*

Nombre de repas par jour	Effectif (n)	Pourcentage (%)
2 repas par jour	22	3,83
3 repas par jour	543	94,43
Plus de 75 %	10	1,74
Total	**575**	**100,00**

African Scientific Journal
ISSN : 2658-9311
Vol : 03, Num 38 Octobre 2026

En ce qui concerne le rythme quotidien des repas, une nette homogénéité est observée : la grande majorité des ménages, soit 94,4 %, parvient à maintenir une fréquence de 3 repas par jour. Les 3,8 % des familles consomment 2 repas par jour et 1,7 % bénéficient 4 repas par jour.

3.3. Déficit calorique des ménages

L'évaluation quantitative des bilans énergétiques révèle un état de précarité nutritionnelle systémique, aucun des 575 ménages audités ne parvenant à couvrir les besoins énergétiques recommandés pour son foyer. La répartition des niveaux de carence se décline comme suit :

- **28,86 %** des ménages subissent un déficit calorique modéré, évalué à **moins de 900 kcal/jour** ;
- **41,92 %** des foyers (représentant la tranche la plus importante) font face à un déficit intermédiaire compris **entre 900 et 2 250 kcal/jour** ;
- **29,22 %** de l'échantillon bascule dans une insécurité énergétique sévère, avec un déficit journalier **supérieur à 2 250 kcal/jour**.

Ces données mettent en évidence un paradoxe majeur : la préservation d'une fréquence de trois repas par jour chez l'immense majorité des sujets n'empêche pas l'existence d'une sous-alimentation calorique généralisée et profonde.

4. Discussion

La présente étude avait pour objectif de décrire les pratiques alimentaires des ménages ayant des enfants malnutris dans la région d'Itasy. Les résultats mettent en évidence une faible diversité alimentaire, une forte dépendance aux féculents, une consommation limitée d'aliments riches en protéines et un déficit calorique généralisé, malgré une part importante des revenus consacrée à l'alimentation.

L'agriculture constitue la principale activité économique de plus des deux tiers des ménages étudiés. Cette situation est cohérente avec le profil socio-économique de la région d'Itasy, où l'agriculture familiale représente la principale source de subsistance. Toutefois, cette forte dépendance à une activité saisonnière expose les ménages aux aléas climatiques, aux fluctuations de la production agricole et aux variations des prix des denrées alimentaires. Plusieurs études menées en Afrique subsaharienne montrent que cette vulnérabilité économique constitue un facteur majeur d'insécurité alimentaire et de malnutrition infantile.

African Scientific Journal
ISSN : 2658-9311
Vol : 03, Num 38 Octobre 2026

L'étude révèle également que près de 99 % des ménages consacrent au moins la moitié de leurs revenus quotidiens à l'alimentation, et qu'un tiers y affecte plus des trois quarts de leurs ressources. Ce résultat traduit une forte contrainte économique. Malgré cet effort financier considérable, les besoins nutritionnels des ménages ne sont pas couverts. Cette situation suggère que le problème ne résulte pas uniquement du niveau des dépenses alimentaires, mais également de la faiblesse du pouvoir d'achat, de la qualité des aliments accessibles et de la composition des régimes alimentaires.

La consommation quotidienne des féculents observée dans tous les ménages contraste avec la faible fréquence de consommation des aliments d'origine animale. Les viandes, poissons et œufs ne sont consommés qu'environ une fois par semaine. Cette alimentation peu diversifiée expose les enfants à des déficiences en protéines de haute valeur biologique ainsi qu'en micronutriments essentiels, notamment le fer, le zinc, la vitamine A et la vitamine B12. Plusieurs travaux ont démontré qu'une faible diversité alimentaire est fortement associée au retard de croissance et à la malnutrition chronique chez les enfants de moins de cinq ans.

Bien que plus de neuf ménages sur dix déclarent prendre trois repas par jour, cette fréquence ne garantit pas une alimentation adéquate. La qualité nutritionnelle des repas demeure un élément déterminant. Les résultats de cette étude montrent que tous les ménages présentent un déficit calorique par rapport aux besoins estimés. Cette observation souligne que le nombre de repas ne constitue pas, à lui seul, un indicateur suffisant de la sécurité nutritionnelle.

Ces résultats ont des implications importantes pour les politiques publiques. Les interventions visant uniquement à augmenter la production agricole risquent de demeurer insuffisantes si elles ne s'accompagnent pas d'actions favorisant la diversification alimentaire, l'amélioration des revenus des ménages, la promotion de l'éducation nutritionnelle et un meilleur accès aux aliments riches en protéines et en micronutriments. Le développement du petit élevage, des cultures maraîchères, des légumineuses et des programmes communautaires de démonstration culinaire pourrait contribuer à améliorer la qualité des régimes alimentaires dans la région.

African Scientific Journal
ISSN : 2658-9311
Vol : 03, Num 38 Octobre 2026

Limite de l'étude

Cette étude présente plusieurs points forts, notamment un effectif élevé de 575 ménages et une collecte de données réalisée directement auprès des familles concernées. Néanmoins, certaines limites doivent être prises en compte. Le caractère transversal de l'étude ne permet pas d'établir des relations causales directes entre les pratiques alimentaires et la malnutrition. En outre, les informations alimentaires reposent sur les déclarations des ménages et peuvent être sujettes à un biais de mémoire ou de désirabilité sociale lors du recueil. Enfin, l'étude a été menée uniquement dans deux districts de la région d'Itasy (Arivonimamo et Miarinarivo), ce qui peut limiter la généralisation stricte des résultats à l'ensemble du territoire national Malagasy.

African Scientific Journal
ISSN : 2658-9311
Vol : 03, Num 38 Octobre 2026

5. Conclusion

La présente étude met en évidence des pratiques alimentaires peu diversifiées au sein des ménages ayant des enfants malnutris dans la région d'Itasy. Malgré une allocation importante des revenus à l'alimentation, les ménages étudiés présentent un déficit calorique généralisé et une faible consommation d'aliments riches en protéines animales et en micronutriments essentiels. Cette situation souligne que la fréquence des repas, à elle seule, ne garantit pas une alimentation de qualité suffisante pour couvrir les besoins nutritionnels des enfants.

Ces résultats montrent que la lutte contre la malnutrition infantile nécessite une approche multisectorielle associant santé, agriculture, nutrition, éducation et développement économique. Les interventions devraient privilégier la diversification alimentaire, le renforcement de l'éducation nutritionnelle, l'amélioration des moyens d'existence des ménages et la promotion de systèmes alimentaires locaux plus résilients.

Des études analytiques et longitudinales complémentaires sont recommandées afin d'identifier précisément les déterminants socio-économiques, culturels et environnementaux des pratiques alimentaires observées et d'évaluer l'impact à long terme des interventions nutritionnelles mises en œuvre dans la région d'Itasy.

African Scientific Journal
ISSN : 2658-9311
Vol : 03, Num 38 Octobre 2026

Références Bibliographiques

1. Office National de Nutrition. *Plan National d'Action Multisectorielle pour la Nutrition (PNAMN) 2022–2026*. Antananarivo: ONN; 2021.
2. World Health Organization. *WHO Child Growth Standards: Length/height-for-age, weight-for-age, weight-for-length, weight-for-height and body mass index-for-age*. Geneva: WHO; 2006.
3. World Health Organization. *Guideline on complementary feeding of infants and young children 6–23 months of age*. Geneva: WHO; 2023.
4. UNICEF, World Health Organization, World Bank Group. *Levels and Trends in Child Malnutrition: Joint Child Malnutrition Estimates 2023 Edition*. New York: UNICEF; 2023.
5. FAO, IFAD, UNICEF, WFP, WHO. *The State of Food Security and Nutrition in the World 2024*. Rome: FAO; 2024.
6. UNICEF Madagascar. *Carences en micronutriments à Madagascar : Rapport final de l'Enquête Nationale sur les Carences en Micronutriments (ENCM 2024)*. Antananarivo: UNICEF; 2024.
7. de Onis M, Borghi E, Arimond M, Webb P, Croft T, Saha K, et al. Prevalence thresholds for wasting, overweight and stunting in children under 5 years. *Public Health Nutr*. 2019;22(1):175-179.
8. Beaton DE, Bombardier C, Guillemin F, Ferraz MB. Guidelines for the process of cross-cultural adaptation of self-report measures. *Spine*. 2000;25(24):3186-3191.
9. von Elm E, Altman DG, Egger M, Pocock SJ, Gøtzsche PC, Vandenbroucke JP. The Strengthening the Reporting of Observational Studies in Epidemiology (STROBE) Statement. *PLoS Med*. 2007;4(10).
10. UNICEF Madagascar. *Rapport d'évaluation du projet d'amélioration des pratiques d'alimentation des jeunes enfants*. Antananarivo: UNICEF; 2022.
11. Rotella R, Morales-Suarez-Varela M, Llopis-Gonzalez A, Soriano JM. A Nutritional and Anthropometric Analysis of the Double Burden of Malnutrition in Children Under Two in Madagascar. *Pediatrics*. 2025.
12. Wild Foods Are Positively Associated with Diet Diversity and Child Growth in a Protected Forest Area of Madagascar. *Curr Dev Nutr*. 2024;8(4):102101.

African Scientific Journal
ISSN : 2658-9311
Vol : 03, Num 38 Octobre 2026

13. An Exploration of Cultural Influencing Factors on Dietary Diversity in Malagasy Children Aged 6–59 Months. *BMC Nutr*. 2022.
14. Child Dietary Diversity, Household Food Insecurity, Child Stunting and Maternal Mental Health Symptoms in Vakinankaratra, Madagascar. *Curr Dev Nutr*. 2020.
15. Diet Diversity in Andasibe, Madagascar. *Curr Dev Nutr*. 2020.
16. World Health Organization. *Global guidance for monitoring healthy diets*. Geneva: WHO; 2024.
17. FAO. Minimum Dietary Diversity adopted as Sustainable Development Goal indicator. Rome: FAO; 2025.
18. UNICEF Madagascar. *Étude sur les causes de la malnutrition aiguë dans huit communes du sud de Madagascar*. Antananarivo: UNICEF; 2024.
19. INSTAT. *Enquête permanente auprès des ménages*. Antananarivo: INSTAT.
20. Institut National de la Statistique, Madagascar. *Enquête Démographique et de Santé de Madagascar*. Antananarivo.
21. World Health Organization. *Guideline: Updates on the management of severe acute malnutrition in infants and children*. Geneva: WHO.
22. Black RE, Victora CG, Walker SP, et al. Maternal and Child Undernutrition and Overweight in Low-Income and Middle-Income Countries. *Lancet*. 2013;382:427-451.
23. Victora CG, Adair L, Fall C, et al. Maternal and Child Undernutrition: Consequences for Adult Health and Human Capital. *Lancet*. 2008;371:340-357.
24. FAO. *The State of Food and Agriculture*. Rome: FAO.
25. UNICEF. *Programming Guidance: Infant and Young Child Feeding*. New York: UNICEF.
26. Poulain JP. Sociologie de l'alimentation. Paris: PUF; 2024.
27. Meah A, Jackson P. Kitchen: Food practices and gender roles in middle-class households. London: Routledge; 2013.
28. Grignon C. Consommation alimentaire et styles de vie. In: Consommations et styles de vie. Paris: INSEE; 2001.
29. Mitchikpè EC, Ategbo EA, Fanou JA, Nago MC. Consommation alimentaire des ménages urbains au Bénin. Montpellier: CIRAD; 2001. 45 p. (Série ALISA).

African Scientific Journal
ISSN : 2658-9311
Vol : 03, Num 38 Octobre 2026

30. Kankwenda A, Tollens E. Dynamique des pratiques alimentaires dans les ménages kinois : impacts géographiques et saisonniers. Territoires Périurbains. 2016;Chapitre 13.
31. Sawadogo W, et al. Consommation alimentaire des ménages et déterminants de la diversité alimentaire dans le Nord du Burkina Faso. Int J Biol Chem Sci. 2019.
32. Turcot V, Plante C, Rochette L. Consommation et habitudes alimentaires selon la situation de sécurité alimentaire des ménages. Québec: Institut national de santé publique du Québec (INSPQ); 2025. 95 p. Collection : Regard sur l'alimentation des Québécois – Numéro 5.
33. Chen Y, Ghazaryan A, Wang S, et al. Disparities in Diet Quality of Retail Food Purchases among Households That Include a Person with Diabetes. Diabetes. 2026;75(Suppl 1).
34. Régnier F, Barbier L. Les pratiques alimentaires des ménages : quelle place pour une consommation durable ? ResearchGate; 2019.